

F. 95 - 3101

IS - C - 29555]

12 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1994;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par le décret de la Communauté française du 10 avril 1995;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu le décret du 1 février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets du 22 décembre 1994 et du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux Pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition du Ministre chargé du Budget, des Finances et de la Fonction publique, ayant par ailleurs la Promotion sociale dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent :

- 1° aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement de promotion sociale libres subventionnés;
- 2° aux emplois subventionnables de ces établissements;
- 3° aux membres du personnel subventionné de ces établissements qui exercent une fonction principale à prestations complètes ou incomplètes et qui sont engagés à titre définitif sauf pour ce qui est précisé à l'article 5, § 1er;
- 4° aux catégories :
 - du personnel directeur et enseignant;
 - du personnel auxiliaire d'éducation.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

§ 1er. Mesures préalables à la mise en disponibilité : toutes mesures telles que précisées à l'article 7 et qui ont pour effet d'éviter une mise en disponibilité chez un membre du personnel engagé à titre définitif.

§ 2. Mise en disponibilité :

- la mise en disponibilité par défaut d'emploi résultant de la suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou incomplètes;
- la mise en perte partielle de charge résultant d'une diminution du nombre de périodes au sein de la charge exercée par un membre du personnel.

Lorsque le terme «mise en disponibilité» est utilisé sans autre précision, il couvre les deux situations précitées.

§ 3. Réaffectation : le rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité dans un emploi définitivement vacant de la même fonction, telle que définie à l'article 3. Si le rappel en service s'effectue dans un emploi temporairement vacant, la réaffectation est dite temporaire.

§ 4. Remise au travail : sans préjudice de la disposition inscrite à l'article 14, la remise au travail est le rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité, dans un emploi d'une fonction autre que celle qui répond à la définition de même fonction au sens de l'article 3, qui fait partie de la même catégorie et pour l'exercice de laquelle le membre du personnel mis en disponibilité :

- 1° soit possède le titre requis;
- 2° soit a été engagé à titre définitif.

Il faut de plus qu'il ait exercé cette fonction durant une période ininterrompue de 6 mois au moins dans le courant des 5 années scolaires qui précèdent le moment de sa plus récente mise en disponibilité, pour autant qu'il l'exerce encore.

§ 5. Rappel provisoire en service :

1° Rappel en service d'un membre du personnel dans un emploi d'une fonction autre que celle qui répond à la définition de « même fonction » au sens défini aux articles 3 à 6, et pour l'exercice de laquelle le membre du personnel ne possède pas le titre requis;

2° Rappel en service d'un membre du personnel dans un emploi d'une fonction d'une autre catégorie pour l'exercice de laquelle le membre du personnel possède le titre requis.

§ 6. Emploi vacant : l'emploi qui répond à l'une des définitions suivantes :

1° emploi définitivement vacant : tout emploi qui n'est pas attribué à un membre du personnel engagé à titre définitif, qui est admissible au régime des subventions et pour lequel une demande de subvention-traitement a été introduite;

2° emploi temporairement vacant : tout emploi dont le titulaire est un membre du personnel engagé à titre définitif, momentanément éloigné du service pour une durée de dix jours ouvrables au moins, ou tout emploi résultant d'une organisation occasionnelle d'une section, d'une formation ou unité de formation ou résultant de conventions visées à l'article 115 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

§ 7. Fonction : toute occupation subventionnable à prestations complètes ou incomplètes exercée au sein d'un établissement scolaire par un membre du personnel appartenant à l'une des catégories reprises à l'article 1er, § 1er, 4°

En ce qui concerne le personnel enseignant, l'exercice de cette occupation peut s'effectuer dans une ou plusieurs disciplines d'enseignement dénommées branches.

Art. 3. § 1er. On entend également par même fonction dans l'enseignement de promotion sociale :

la fonction telle que précisée :

— dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par le décret du 10 avril 1995;

— dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993.

§ 2. On entend par la notion de même fonction celle :

— appartenant à la même catégorie : personnel directeur et enseignant, personnel auxiliaire d'éducation;

— de même nature : fonction de recrutement, fonction de sélection, fonction de promotion;

appartenant en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant uniquement au même niveau d'enseignement : secondaire inférieur, secondaire supérieur, supérieur de type court;

— procurant une rémunération au moins égale à la fonction pour laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge, même si les prestations requises pour former des fonctions à prestations complètes ne sont pas les mêmes dans les deux fonctions.

Art. 4. § 1er. Pour l'application des articles 9 et 12, il y a lieu d'entendre également par même fonction dans l'enseignement de promotion sociale : toute branche, telle que reprise à l'article 11 D, b de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 et à l'article 11, H, 2° de l'arrêté royal du 30 juillet 1975, située au même niveau d'enseignement qui ne répond à aucune des classifications précisées par les dispositions réglementaires en vigueur et qui est attribuée par le pouvoir organisateur ou a été attribuée par le pouvoir organisateur durant une période ininterrompue de 6 mois au moins au cours des 5 années scolaires qui précèdent le moment où il est fait application de cette disposition, à un membre du personnel porteur du même titre de capacité que le membre du personnel à mettre en disponibilité, pour autant qu'il l'exerce encore.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la présente disposition ne s'applique pas si le membre du personnel qui enseigne la branche et qui doit céder son emploi par l'application des mesures préalables prévues ou par une réaffectation, peut justifier d'une compétence particulière.

Justifie d'une compétence particulière pour conserver le cours qu'il enseigne, le membre du personnel temporaire qui :

— a dispensé ce cours pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et à la remise au travail, conformément à l'article 16;

— ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation.

Indépendamment de ce qui précède, le membre du personnel engagé à titre définitif n'est pas tenu d'accepter l'offre d'emploi dans la branche ou la fonction visée ci-dessus.

Dans ce cas, il notifie par écrit son refus au pouvoir organisateur.

CHAPITRE II. — Obligations des pouvoirs organisateurs

Section 1re. — Notification des mises en disponibilité et des emplois vacants

Art. 5. § 1er. Tout pouvoir organisateur est tenu de notifier pour agrégation au service compétent du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, en la motivant, toute décision par laquelle il place un membre de son personnel en disponibilité au sens de l'article 2, § 2, premier tiret.

Cette notification qui signale les caractéristiques de l'enseignement dispensé, doit être visée pour information, par le membre du personnel intéressé qui y formule ses remarques et y mentionne des réserves, s'il échet.

Elle est accompagnée d'une demande du membre du personnel tendant à bénéficier d'une subvention-traitement d'attente.

La notification doit être adressée au service compétent par pli recommandé dans les quarante jours qui suivent la date à laquelle est prononcée la perte d'emploi.

Le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité.

§ 2. Le Ministre compétent ou son délégué agréé les mises en disponibilité qui s'effectuent suivant les règles fixées au présent arrêté.

Aucune décision n'est agréée si elle est notifiée par le Pouvoir organisateur après le délai prévu au § 1er.

Toutefois, le Ministre ou son délégué peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande dûment motivée, déroger à ce délai.

§ 3. Tout pouvoir organisateur est tenu de notifier au service précisé au § 1er et selon les mêmes modalités les pertes partielles de charge.

Le Ministre ou son délégué reconnaît les pertes partielles de charge.

§ 4. Les membres du personnel chargés de cours sont mis en disponibilité ou déclarés en perte partielle de charge au premier jour de la rentrée scolaire.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les mises en disponibilité sont prononcées à compter de la constatation de la perte d'emploi, lorsque cette constatation a lieu au cours de l'année scolaire conformément aux dispositions des articles 7, § 3, 2° et 8, § 2.

Les membres du personnel non chargés de cours sont mis en disponibilité ou déclarés en perte partielle de charge au 1er janvier.

§ 5. Les mises en disponibilité visant des prestations exercées en fonction accessoire ne sont pas agréées.

§ 6. Sont susceptibles d'être agréées les mises en disponibilité qui découlent d'une diminution de la population scolaire ou qui sont la conséquence d'une décision prise par le pouvoir organisateur concernant l'organisation de son enseignement, y compris la suppression d'un établissement, justifiée par l'application d'une mesure de rationalisation ou autorisée par le Gouvernement.

Art. 6. Tout pouvoir organisateur est tenu de communiquer aux Commissions de réaffectation et selon des modalités que fixe le Ministre :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge;

2° la liste des emplois occupés par les membres du personnel temporaire et qui ne sont pas soustraits à la réaffectation et à la remise au travail au sens de l'article 16;

3° Le relevé des emplois définitivement vacants et vacants pour la durée de l'année scolaire au moins qu'il a attribués par remise au travail ou par rappel provisoire à l'activité de service.

Section 2. — Mesures préalables à la mise en disponibilité

Art. 7. § 1er. Un pouvoir organisateur ne place un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou ne le déclare en perte partielle de charge qu'après avoir, le cas échéant, parmi l'ensemble du personnel des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, et dans l'ordre indiqué :

1° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire en qualité de temporaire;

2° mis fin aux prestations des membres de son personnel exerçant la même fonction qui ont atteint l'âge de 65 ans;

3° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires autres que ceux visés au 7° ci-après;

4° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur et qu'il a rappelés provisoirement en service;

5° mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il a rappelés provisoirement en service;

6° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur et qu'il a remis au travail;

7° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire prioritaire au sens de l'article 34 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

8° mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il a remis au travail;

9° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur et qu'il a réaffectés;

10° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire en qualité de définitif, dans l'ordre inverse de leur ancienneté de service.

§ 2. Le membre du personnel qui, à la suite des mesures préalables visées ci-dessus, se voit attribuer par son pouvoir organisateur un emploi vacant dans la même fonction telle que définie aux articles 3 à 6 du présent arrêté, est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

§ 3. 1° Le pouvoir organisateur est tenu de vérifier que les emplois des membres de son personnel nommés à titre définitif peuvent être maintenus.

En début d'année scolaire, en ce qui concerne les membres du personnel chargés de cours, il s'assure que les formations qu'il a l'intention d'organiser au cours de l'année scolaire lui permettent de confier aux membres de son personnel nommés un nombre de périodes au moins égal à celui de leur nomination. Il veille à leur attribuer prioritairement et le plus tôt possible dans l'année scolaire, les périodes de cours disponibles.

En début d'année civile, pour ce qui concerne les membres du personnel non chargés de cours, il doit se conformer aux dispositions des articles 18 à 26 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 précité et se référer, pour ce faire aux informations relatives au nombre de périodes-élèves que lui a communiquées l'Administration.

Si le pouvoir organisateur prévoit une diminution de périodes (personnel chargé de cours) ou d'emplois à temps partiel ou à temps plein (personnel non chargé de cours) à attribuer ou à conférer dans une fonction déterminée, il ne pourra placer un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou le déclarer en perte partielle de charge, qu'après avoir respecté les procédures prévues ci-dessus.

2° Si durant l'année scolaire, les prévisions du point 1°, alinéa 2, s'avèrent incorrectes et que, de ce fait, le nombre de périodes à attribuer dans une fonction déterminée est moins élevé que prévu, le pouvoir organisateur ne pourra placer un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou le déclarer en perte partielle de charge, qu'après avoir respecté les procédures prévues aux §§ 1er et 2 ci-dessus.

Section 3. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge

Art. 8. § 1er. 1° Parmi les membres du personnel de l'enseignement libre non confessionnel subventionné engagés à titre définitif et qui exercent une fonction identique à titre principal, est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge celui qui, dans l'ensemble des établissements organisés sur le territoire de la même commune, possède l'ancienneté de service la plus réduite.

2° Parmi les membres du personnel de l'enseignement libre confessionnel subventionné engagés à titre définitif et qui exercent une fonction identique à titre principal, est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge celui qui, dans l'établissement où se produit la perte d'emploi, possède l'ancienneté de service la plus réduite.

Pour l'application du 1° et 2° ci-avant, c'est l'ancienneté de fonction qui est prise en considération dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et d'ancienneté de fonction, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, dans les cas visés à l'article 7, paragraphe 3, 2°, le pouvoir organisateur peut, en cours d'année scolaire, déclarer en perte partielle de charge, sans considération d'ancienneté de service, d'ancienneté de fonction ou d'âge, le membre du personnel à qui auraient dû être attribuées les périodes de cours à l'organisation desquelles le pouvoir organisateur doit renoncer, sauf s'il avait prévu de confier à un autre membre du personnel engagé à titre définitif exerçant la même fonction et comptant une ancienneté de service moins élevée, des périodes de cours dans une formation à ouvrir ultérieurement. Dans ce dernier cas, la perte partielle de charge sera reportée, en tout ou en partie, sur ce dernier membre du personnel.

§ 3. Lorsque les actes d'engagement à titre définitif sont formulés sans précision de niveau ou de spécificité, il y a lieu de se référer, pour déterminer qui doit être mis en disponibilité, aux attributions exercées par les membres du personnel au dernier jour de l'année scolaire précédente.

§ 4. Le membre du personnel est mis en disponibilité selon les modalités suivantes :

1° est mis en disponibilité l'agent qui possède l'ancienneté de service la moins élevée dans la fonction ou branche où il y a perte d'heures;

2° toutefois, si l'agent concerné est ou a été engagé à titre définitif dans plusieurs fonctions ou branches qu'il exerce ou qu'il a exercées pendant une durée ininterrompue de 6 mois au moins au cours des cinq années qui précèdent ou s'il possède le titre requis pour exercer une autre fonction, ou une autre branche, il doit récupérer des heures dans cette (ces) autre(s) fonction(s) ou branche(s) au détriment de membres du personnel comptant une ancienneté de service plus réduite, pour autant que ces fonctions ou branches :

- soient de la même catégorie;
- soient de même nature;
- soient situées au même niveau d'enseignement;
- procurent une rémunération au moins égale à celle qui est attribuée à la fonction perdue.

Il est procédé de la même manière qu'indiqué ci-dessus pour préciser qui, parmi les autres membres du personnel, doit être mis en disponibilité.

§ 5. Le membre du personnel qui, à la suite des opérations de mise en disponibilité, se voit attribuer par le Pouvoir organisateur un emploi vacant, pour lequel il n'a pas encore bénéficié d'un engagement à titre définitif, est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

Art. 9. § 1er. L'ancienneté de service visée à l'article 8 comprend tous les services rémunérés par la Communauté et rendus à titre temporaire ou définitif dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service.

§ 2. L'ancienneté de fonction visée à l'article 8 comprend tous les services rémunérés par la Communauté et rendus à titre temporaire ou définitif dans la fonction en cause dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à l'activité de service.

§ 3. L'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction sont calculées à partir de l'âge de 21 ans pour les membres du personnel auxiliaire d'éducation, de 23 ans pour les membres du personnel directeur et enseignant du niveau secondaire inférieur et de 25 ans pour les membres du personnel directeur et enseignant du niveau secondaire supérieur et du niveau supérieur suivant les modalités fixées à l'article 85 a, b, d, e, f, de l'article 39 c de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection dépendant de ces établissements.

Section 4. — Réaffectation

Art. 10. § 1er. Le pouvoir organisateur qui dispose d'un emploi vacant doit l'attribuer selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction;

2° à tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dans la même fonction dans un établissement qu'il a repris à un autre pouvoir organisateur, en ce comprise la reprise par une fusion d'établissements.

§ 2. Lorsqu'il a mis plusieurs personnes en disponibilité dans la même fonction, le pouvoir organisateur doit, pour l'application des dispositions reprises au 1° et au 2° ci-dessus, et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service, celle qui à la plus grande ancienneté de service et en cas d'égalité de l'ancienneté de service celle qui à la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 3. Si les pouvoirs organisateurs disposent de plusieurs emplois dans une même fonction, ils sont tenus de confier par priorité les emplois définitivement vacants, et à défaut d'une telle possibilité, les emplois temporairement vacants de la plus longue durée.

§ 4. L'obligation énoncée au § 3 s'impose également pour les réaffectations que doivent effectuer les Commissions zonales et la Commission centrale de réaffectation.

Section 5. — Remise au travail

Art. 11. § 1er. Tout pouvoir organisateur qui, après les opérations de réaffectation visées à l'article 10, dispose encore d'un membre du personnel en disponibilité, doit le remettre au travail dans tout emploi vacant d'une fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel :

1° soit possède le titre requis;

2° soit a été engagé à titre définitif.

Il faut de plus qu'il ait exercé cette fonction durant une période ininterrompue de 6 mois au moins dans le courant des 5 années scolaires qui précèdent le moment de sa plus récente mise en disponibilité, pour autant qu'il l'exerce encore.

Le pouvoir organisateur doit attribuer les emplois par remise au travail selon l'ordre de priorité défini ci-après :

1° à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité;

2° à tout membre du personnel mis en disponibilité dans un établissement qu'il a repris à un autre pouvoir organisateur, en ce comprise la reprise par une fusion d'établissements.

§ 2. Lorsqu'il a mis en disponibilité plusieurs personnes dans une même fonction, le pouvoir organisateur doit, pour l'application des obligations précisées au § 1er, 1° et 2° ci-dessus et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service celle qui à la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui à la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 3. La remise au travail ne peut conduire un pouvoir organisateur à devoir confier ni à un membre du personnel à devoir accepter :

— un emploi d'une fonction de sélection ou d'une fonction de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de recrutement;

— un emploi d'une fonction de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de sélection;

— un emploi d'une fonction de l'enseignement supérieur à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de l'enseignement secondaire.

Elle ne peut conduire non plus à l'obligation, pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel d'accepter, un emploi vacant dans l'enseignement spécial ou dans l'enseignement à horaire réduit, dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou dans l'enseignement supérieur de type court de plein exercice.

Elle n'exclut cependant aucune de ces possibilités, moyennant accord des parties.

La présente disposition s'applique à tous les enseignements visés par le présent arrêté.

Section 6. — Reconduction des réaffectations et des remises travail

§ 1er. Les réaffectations et les remises au travail effectuées au cours d'une année scolaire par les pouvoirs organisateurs ou à l'initiative des Commissions de réaffectation sont reconduites l'année scolaire suivante.

§ 2. La charge reconduite du membre du personnel réaffecté ou remis au travail sera étendue d'office par le pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible et jusqu'à concurrence du nombre de périodes faisant l'objet d'une mise en disponibilité.

§ 3. La reconduction d'une réaffectation ou d'une remise au travail cessera ses effets à partir du moment où :

1° l'emploi attribué au membre du personnel ou, à défaut, tout autre emploi de la même fonction n'entrent plus en ligne de compte pour le subventionnement;

2° le membre du personnel a été engagé à titre définitif dans un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou auprès d'un autre pouvoir organisateur;

3° le pouvoir organisateur qui a accueilli le membre du personnel réaffecté ou remis au travail doit satisfaire à l'une des obligations reprises ci-après :

— faire appel à tout membre du personnel qu'il a mis lui-même en disponibilité dans la même fonction;

— faire appel à tout membre du personnel mis en disponibilité dans la même fonction dans un établissement qu'il a repris à un autre pouvoir organisateur.

4° la Commission de réaffectation centrale aura, à la demande du pouvoir organisateur ou du membre du personnel, mis fin à la réaffectation ou à la remise au travail du membre du personnel suivant les conditions et modalités fixées par le Ministre compétent;

5° le membre du personnel réaffecté ou remis au travail remplit les conditions pour bénéficier d'un nouvel engagement à titre définitif dans sa nouvelle fonction et qu'il n'utilise pas la faculté qui lui est offerte de répondre positivement à une offre d'engagement à titre définitif lancée par le pouvoir organisateur où il a été réaffecté ou remis au travail.

Toutefois, la disposition visée à l'alinéa 1er ne s'applique pas au membre du personnel remis au travail dans une fonction qui lui procurerait une rémunération inférieure en cas d'engagement à titre définitif et aussi longtemps qu'il est impossible de procéder à la réaffectation de ce membre du personnel;

6° Le membre du personnel ne souscrit à ni ne respecte les obligations reprises aux articles 14 et 21 du décret du 1er février 1993 précité.

§ 4. Il peut également être mis fin à la reconduction d'une réaffectation ou d'une remise au travail de commun accord ou en cas de faute grave.

CHAPITRE III. — Rappel provisoire en service des membres du personnel

Art. 13. Tout pouvoir organisateur qui n'a pu réaffecter ou remettre au travail un membre de son personnel peut le rappeler provisoirement en service, au sens de l'article 2, § 5 :

- au sein du même établissement;
- au sein des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune.

Art. 14. Les fonctions ou branches attribuées par rappel provisoire en service n'ouvrent pas d'office le droit à un engagement à titre définitif dans ces autres fonctions.

CHAPITRE IV. — Octroi d'une subvention-traitement d'attente

Art. 15. § 1er. Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut total d'emploi bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente dans les mêmes conditions que dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. Les membres du personnel en perte partielle de charge conservent à leur demande et sans limitation de durée le bénéfice de la subvention traitement liée aux prestations qu'ils exerçaient avant d'être déclarés en perte partielle de charge.

§ 3. Tout membre du personnel réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service, retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité par défaut total d'emploi, même en cas de réaffectation, de remise au travail ou de rappel provisoire en service partiel.

§ 4. Tout membre du personnel réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service dans une fonction qui lui procure une rémunération supérieure à celle dont il bénéficiait auparavant, obtiendra, en plus de la subvention-traitement précisée ci-dessus, une allocation selon des modalités fixées, selon le cas, par l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990, pris en application du décret du 12 juillet 1990 ou par l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion.

§ 5. Le temps pendant lequel un membre du personnel est réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service dans l'enseignement subventionné ou dans l'enseignement organisé par la Communauté française est suspensif du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente visée au § 1er, même en cas de réaffectation, de remise au travail ou de rappel provisoire en service partiels.

Les vacances d'été sont comprises dans la période visée à l'alinéa 1er pour les membres du personnel réaffectés ou remis au travail, rappelés provisoirement en service dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

CHAPITRE V. — Emplois soustraits à la réaffectation et à la remise au travail

Art. 16. § 1er. Aucun emploi dont il est question au § 2 ne peut être soustrait à la réaffectation ni à la remise au travail que doit assurer le pouvoir organisateur.

§ 2. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VII les emplois occupés par les membres du personnel qui remplissent les conditions suivantes :

— comptabiliser, à l'issue de l'année scolaire qui précède, 720 jours de service acquis dans l'enseignement libre subventionné de même caractère, répartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées à l'article 47, § 1er, 2° et §§ 2 et 3 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement libre subventionné.

— 240 jours au moins sur les 720 requis doivent avoir été accomplis dans une fonction de la catégorie en cause.

— de plus, 240 jours au moins sur les 720 requis doivent avoir été rendus auprès du pouvoir organisateur. Ces 240 jours doivent être répartis sur deux années scolaires au moins.

CHAPITRE VI. — Droits et obligations des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi

Art. 17. § 1er. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge est tenu d'accepter une réaffectation jusqu'à concurrence du nombre de périodes perdues et quel que soit le nombre d'établissements dans lesquels il est appelé à effectuer ses prestations si l'emploi lui est offert :

- 1° par le pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité ou l'a déclaré en perte partielle de charge;
- 2° par le pouvoir organisateur qui a repris l'établissement où ce membre du personnel est mis en disponibilité ou a été déclaré en perte partielle de charge;

Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un établissement situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité et qui serait offerte à plus de 25 km du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement cet emploi.

§ 2. Tout membre du personnel mis en disponibilité, déjà réaffecté dans les conditions précisées ci-dessus ou encore à réaffecter, qui exerce des fonctions dans trois établissements au moins et qui assume un ensemble de prestations égal à 75 % au moins du nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes peut décliner toute charge supplémentaire qui lui est offerte en réaffectation :

1° soit par un pouvoir organisateur autre que ceux précisés au § 1er ainsi que par les Commissions zonales ou centrale de réaffectation;

2° soit qui ne se situe pas sur le territoire de la même commune.

§ 3. Les dispositions énoncées aux § 1er et 2 s'appliquent également aux remises au travail, étant entendu que celles-ci ne sont effectuées qu'à défaut de réaffectation.

§ 4. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doit notifier son acceptation ou son refus motivé par pli recommandé au Pouvoir organisateur et à la Commission de réaffectation compétente dans un délai de dix jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation ou de sa remise au travail.

En cas de refus jugé sans motif valable par la Commission, elle sera démise de ses fonctions conformément à l'article 71, 6° du décret du 1er février 1993 précité après épuisement du recours éventuel prévu à l'article 18, 4°.

La décision de la Commission précitée est notifiée par pli recommandé à la personne intéressée.

L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions.

§ 5. Toute personne en disponibilité par défaut total d'emploi ou en perte partielle de charge, qui n'a pu être réaffectée, remise au travail ou rappelée provisoirement en service doit se tenir à la disposition du pouvoir organisateur qui l'a mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge jusqu'à concurrence du nombre de périodes correspondant aux prestations qu'elle exerçait avant d'être mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge pour l'exercice de tâches fixées ou approuvées par le Ministre.

L'exercice des tâches précisées ci-dessus ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

Par ailleurs, lorsque la subvention-traitement d'attente du membre du personnel en disponibilité par défaut total d'emploi est réduite à un certain pourcentage, le nombre de périodes de prestations est réduit à due concurrence.

§ 6. Un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement d'attente correspondant aux prestations qui font l'objet de sa mise en disponibilité ou de sa perte partielle de charge.

Cette suspension qui peut être totale ou partielle est signifiée par écrit au pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des mises en disponibilité.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de remise au travail sauf si le pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou qui a repris l'établissement où ce membre du personnel a été mis en disponibilité dispose d'un emploi définitivement vacant de la même fonction.

Dans ce cas, le pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi est tenu de lui attribuer cet emploi en procédant immédiatement à son engagement à titre définitif. Si le pouvoir organisateur a repris l'établissement où ce membre du personnel a été mis en disponibilité, il est tenu de lui offrir cet emploi en vue de sa réaffectation.

La suspension porte sur la durée de l'année scolaire ou sur la période qui reste à couvrir de cette année scolaire quand la mise en disponibilité est agréée dans le courant de l'année scolaire.

Elle peut être renouvelée au début d'une année scolaire ultérieure et le cas échéant, modifiée quant au volume des prestations, selon les mêmes modalités que celles précisées ci-dessus.

§ 7. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut être réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service par son pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service.

Pendant cette période, il se trouve de plein droit dans la position administrative de l'activité de service.

§ 8. 1° Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester;

2° Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause et que celle-ci occupe déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert.

Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire, sauf s'il y a accord des deux pouvoirs organisateurs pour réaffecter la personne immédiatement.

CHAPITRE VII. — Organes de réaffectation

Art. 18. La Commission centrale de réaffectation, créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, supérieur de type court et artistique libres subventionnés, a pour mission :

1° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité, soit en procédant à des désignations d'office dans tous les niveaux d'enseignement, soit en entérinant les réaffectations effectuées par les pouvoirs organisateurs et les Commissions zonales de réaffectation visés à l'article 19;

2° de remettre au travail selon la même procédure que celle définie ci-dessus, les membres du personnel en disponibilité, en attendant qu'ils puissent être réaffectés;

3° de statuer sur les demandes de non-reconduction des réaffectations et remises au travail visées aux articles 10 et 11;

4° de statuer, au nom du Ministre, sur les recours introduits par les pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel ou sur des situations particulières nées de l'application du présent arrêté;

5° de rappeler en service un membre du personnel enseignant dans une fonction de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation.

Art. 19. § 1er. Les Commissions zonales de réaffectation, telles que créées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécial, dans l'enseignement supérieur et artistique libres subventionnés, ont pour mission de réaffecter et de remettre au travail les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi et en perte partielle de charge, soit en procédant à des désignations d'office, soit en entérinant les réaffectations et les remises au travail opérées par les pouvoirs organisateurs.

§ 2. Elles connaissent également des recours introduits contre les désignations d'office et qui répondent aux conditions évoquées à l'article 17, § 1er, alinéa 2.

Elles ne peuvent en aucun cas émettre des considérations d'ordre pédagogique.

Elles obtiennent à leur demande et avant les réunions, les documents administratifs qui leur permettent de siéger en pleine connaissance de cause et de vérifier notamment l'existence des emplois vacants.

CHAPITRE VIII. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 20. § 1er. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel qu'il recruterait ou maintiendrait en fonction contrairement aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. La subvention-traitement de toute personne recrutée ou maintenue en fonction dans un emploi à la vacance duquel la Commission de réaffectation compétente a été invitée à pourvoir, conformément à l'article 6, 2° et 3°, n'est plus octroyée au plus tard 10 jours après l'acceptation de l'emploi offert par le candidat désigné par la Commission précitée.

Art. 21. L'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné est abrogé en ce qui concerne l'enseignement de Promotion sociale.

Art. 22. Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique, ayant par ailleurs la Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995, à l'exception de l'article 19 qui entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Bruxelles le 12 septembre 1995.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
ayant par ailleurs la Promotion sociale dans ses attributions,

J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 95 — 3101

[S - C - 29555]

12 SEPTEMBER 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontsentenis van betrekking, de reëctatie en de wachtwadetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij decreet van 22 december 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor Sociale Promotie, laatst gewijzigd bij decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 10 april 1995;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreten van 22 december 1994 en 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair technisch en beroepsopleidend onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 1 februari 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische instituten van het Rijk waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 31 maart 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de scholen voor lager secundair technisch onderwijs en vakonderwijs waar het Frans de onderwijstaal is, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 mei 1977;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontsentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reëctaties in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden, zodat de regeling terzake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister belast met Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, bevoegd voor Sociale Promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op :

- 1° de inrichtende machten van de vrije gesubsidieerde inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;
- 2° de subsidieerbare betrekkingen in die inrichtingen;
- 3° de gesubsidieerde personeelsleden van die inrichtingen die een hoofdamt met al dan niet volledige prestaties uitoefenen en vast benoemd zijn, behalve voor wat vermeld staat in artikel 5, § 1;
- 4° de categorieën :
 - bestuurs- en onderwijzend personeel
 - opvoedend hulppersoneel

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities :

§ 1. maatregelen voor de terbeschikkingstelling : alle maatregelen bepaald in artikel 7 die de terbeschikkingstelling van een vast personeelslid voorkomen.

§ 2. terbeschikkingstelling :

- de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking : voortvloeiend uit de volledige afschaffing van een betrekking met al dan niet volledige prestaties;
- het gedeeltelijk verlies van een opdracht door de vermindering van het aantal lestijden in de opdracht van een personeelslid. Wanneer "terbeschikkingstelling" niet nader gepreciseerd wordt, heeft ze betrekking op beide voormelde gevallen

§ 3. reffectatie : de terugroeping in dienst van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een definitief vacante betrekking van hetzelfde ambt, bedoeld in artikel 3. Als hij teruggeroepen wordt in een tijdelijk vacante betrekking, dan is de reffectatie tijdelijk.

§ 4. Wedertewerkstelling : onverminderd artikel 14, §§ 2 en 3, de terugroeping van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt dat niet voldoet aan de definitie van "hetzelfde ambt" (artikel 3), tot dezelfde categorie behoort, en waarvoor hij :

1. het vereiste bewijs bezit;
2. of vast geworven is.

Ook moet hij dat ambt zonder onderbreking uitgeoefend hebben gedurende ten minste 6 maanden in de 5 schooljaren vóór zijn recentste terbeschikkingstelling, voor zover hij dit ambt steeds uitoefent.

§ 5. Voorlopige terugroeping in dienst :

1° de terugroeping in dienst van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt dat niet voldoet aan de definitie van "hetzelfde ambt" (artikelen 3 tot 6) en waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs niet bezit;

2° de terugroeping van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ambt van een andere categorie, waarvoor hij het vereiste bewijs bezit;

§ 6. Vacante betrekking : betrekking die voldoet aan een van onderstaande definities :

1° definitief vacante betrekking : elke betrekking die niet toegewezen is aan een vast geworven personeelslid, subsidieerbaar is en waarvoor een weddetoelage aangevraagd is.

2° tijdelijk vacante betrekking : elke betrekking waarvan de titularis vast geworven is en momenteel niet fungeert voor ten minste 10 werkdagen, of die opgericht is bij de occasionele oprichting van een afdeling, opleiding of opleidingsseenheid of die voortvloeit uit in artikel 115 van het decreet d.d. 16 april 1991, houdende organisatie van een onderwijs voor sociale promotie, bedoelde overeenkomsten;

§ 7. Ambt : elke subsidieerbare activiteit met (on)volledige prestaties, in een onderwijsinrichting uitgeoefend door een personeelslid dat behoort tot een van de categorieën vermeld in artikel 1, § 1, 4°. Leerkrachten kunnen die activiteit uitoefenen in een of meer vakken.

Art. 3. § 1. Onder hetzelfde ambt verstaat men in het onderwijs voor sociale promotie :

het ambt zoals bepaald in :

— het decreet dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij decreet d.d. 10 april 1995;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1993.

§ 2. Onder "hetzelfde ambt" wordt verstaan een ambt :

- dat tot dezelfde categorie behoort : bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel;
- van dezelfde aard : wervings-, selectie-, bevorderingsambt;
- dat behoort tot hetzelfde onderwijsniveau : lager secundair, hoger secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type;

— dat zorgt voor een bezoldiging minstens gelijk aan die van het ambt waarvoor het personeelslid zijn opdracht volledig of gedeeltelijk verliest, zelfs indien de vereiste prestaties voor een ambt met volledige prestaties niet dezelfde zijn.

Art. 4. § 1. Voor de toepassing van de artikelen 9 en 12 verstaat men ook onder "hetzelfde ambt" in het onderwijs voor sociale promotie :

— elk vak vermeld in artikel 11 D, b van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 en in artikel 11, H, 2° van het koninklijk besluit van 30 juli 1975, op hetzelfde niveau, dat niet ingedeeld is door de vigerende reglementsbepalingen en toegewezen wordt door de inrichtende macht of toegewezen werd door de inrichtende macht gedurende

6 maanden, zonder onderbreking, in de 5 aan de toepassing van deze bepaling voorafgaande schooljaren, aan een personeelslid met hetzelfde studiebewijs als het ter beschikking te stellen personeelslid, voor zover hij het nog uitoefent.

§ 2. In afwijking van § 1 geldt deze bepaling niet als het personeelslid dat het vak onderwijst en zijn betrekking moet afstaan ingevolge voorafgaande maatregelen of een reffectatie, een bijzondere bekwaamheid aantoonde.

Het tijdelijk personeelslid dat het bewuste vak gegeven heeft gedurende de tijd die nodig is om de betrekking aan reffectatie en wedertewerkstelling te onttrekken, overeenkomstig artikel 16, of dat, bij gemis van die anciënniteit, van een specifieke of aanvullende vorming kan doen blijken door een stuk opgemaakt door de instelling die de opleiding verstrekte, toont aan dat het een bijzondere bekwaamheid bezit om het vak te blijven onderwijzen.

Afgezien van wat voorafgaat moet een vast personeelslid geen betrekking aanvaarden in bovenbedoeld vak of ambt. Zijn eventuele weigering deelt hij schriftelijk mee aan de inrichtende macht.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de inrichtende machten

Afdeling 1. — Mededeling van de terbeschikkingstelling en van de vacante betrekkingen

Art. 5. § 1. Elke inrichtende macht moet de bevoegde dienst van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap elke beslissing tot terbeschikkingstelling van een personeelslid, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 1e streepje, ter goedkeuring voorleggen met de motivering ervan.

Die mededeling moet de aard van het verstrekte onderwijs vermelden en moet, voor kennisneming, ondertekend worden door het betrokken personeelslid, dat er eventueel opmerkingen te kunnen geeft.

Bij de mededeling gaat de aanvraag van het personeelslid om een wachtweddetoelage te genieten.

De mededeling wordt aan de bevoegde dienst gericht als aangetekende brief, binnen de 40 dagen na het verlies van de betrekking.

De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid waarvan ze de terbeschikkingstelling niet meedeelt.

§ 2. De bevoegde Minister of zijn gemachtigde aanvaardt de terbeschikkingstelling die volgens de in dit besluit bepaalde regels geschiedt is.

Een beslissing die na de in § 1 bepaalde termijn meegedeeld is door de inrichtende macht, wordt niet aanvaard.

De Minister of zijn gemachtigde kan van die termijn afwijken in uitzonderlijke omstandigheden en op met redenen omklede aanvraag.

§ 3. Elke inrichtende macht moet de in § 1 bedoelde dienst, op dezelfde wijze, elk gedeeltelijk verlies van opdracht meedelen. Dit verlies wordt door de Minister of zijn gemachtigde aanvaard.

§ 4. De personeelsleden die les geven worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of verliezen een gedeelte van hun opdracht op de 1e dag van het schooljaar.

In afwijking van vorig lid wordt de terbeschikkingstelling uitgesproken vanaf de vaststelling van het verlies van opdracht, als die vaststelling in het schooljaar gebeurt, overeenkomstig artikel 7, § 3, 2° en artikel 8, § 2.

Andere personeelsleden worden ter beschikking gesteld of verliezen gedeeltelijk hun opdracht op 1 januari.

§ 5. De terbeschikkingstelling voor prestaties boven een ambt met volledige prestaties wordt niet aanvaard.

§ 6. Aanvaardbaar is de terbeschikkingstelling ten gevolge van de daling van de schoolbevolking of van een beslissing van de inrichtende macht betreffende de organisatie van haar onderwijs, met inbegrip van de afschaffing van een inrichting, gewettigd door de toepassing van een rationalisatiemaatregel of toegelaten door de Regering.

Art. 6. Elke inrichtende macht moet de reffectatiecommissies, op de wijze die de Minister bepaalt :

1. de lijst meedelen van de personeelsleden, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een gedeelte van hun opdracht verloren hebben, alsook

2. de lijst van de betrekkingen, bekleed door tijdelijken en die niet onttrokken zijn aan reffectatie en wedertewerkstelling, bedoeld in artikel 16 en

3. de lijst van de definitief vacante betrekkingen en van de ten minste voor de duur van het schooljaar vacante betrekkingen, die ze toegewezen heeft door wedertewerkstelling of voorlopige terugroeping in dienst.

Afdeling 2. — Maatregelen vóór de terbeschikkingstelling

Art. 7. § 1. Een inrichtende macht stelt een personeelslid pas ter beschikking nadat ze, in voorkomend geval, in geheel het personeel van haar inrichtingen op het grondgebied van dezelfde gemeente, in onderstaande volgorde :

1° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt als bijbetrekking uitoefenen in de hoedanigheid van tijdelijke;

2° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en 65 jaar zijn;

3° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als tijdelijken, niet bedoeld in 7° hierna;

4° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn en die ze voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

5° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft en voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

6° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld werden en die ze wedertewerkgesteld heeft;

7° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen in de hoedanigheid van prioritair tijdelijke, bedoeld in artikel 34 van voormeld decreet;

8° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft en die ze wedertewerkgesteld heeft;

9° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld werden en die ze gereffecteerd heeft.

10° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van de personeelsleden die hetzelfde ambt als bijbetrekking uitoefenen als vastbenoemde, in omgekeerde volgorde van hun dienstanciënniteit

§ 2. Het personeelslid dat ingevolge bovenbedoelde voorafgaande maatregelen van zijn inrichtende macht een vacante betrekking verkrijgt in hetzelfde ambt zoals bepaald in de artikelen 3 t/m 6 van dit besluit, wordt onmiddellijk in deze betrekking vast aangeworven, ongeacht de datum.

§ 3. 1° De inrichtende macht is ertoe gehouden na te gaan of de betrekkingen van haar vastbenoemde personeelsleden kunnen worden gehandhaafd.

In het begin van het schooljaar moet ze, voor de met lessen belaste personeelsleden, ervoor waken dat de opleidingen die ze in de loop van het schooljaar van plan is in te richten, het haar mogelijk maken haar vastbenoemde personeelsleden een aantal lestijden toe te vertrouwen dat minstens gelijk is aan dat van hun benoeming. Ze zorgt ervoor hun, prioritair en zo snel mogelijk, de beschikbare lestijden toe te wijzen.

In het begin van het kalenderjaar moet ze zich schikken naar de bepalingen van de artikelen 18 t/m 26 van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 december 1991 wat betreft de personeelsleden die niet met lessen belast zijn; daartoe moet ze naar de inlichtingen verwijzen die het bestuur haar medegedeeld heeft in verband met het aantal lestijden-leerlingen.

Indien de inrichtende macht een vermindering voorziet van het aantal lestijden (met lessen belaste personeelsleden) of deeltijdse betrekkingen (niet met lessen belast personeel) voorziet, die toe te wijzen of te be- even zijn in een bepaald ambt, mag ze een lid van haar personeel pas ter beschikking stellen of hem een deel van zijn betrekking doen verliezen nadat ze de hierboven vermelde voorwaarden in acht genomen heeft.

2° Indien de ramingen bedoeld in 1°, lid 2 tijdens het schooljaar onjuist blijken en diensgevolge het aantal toe te wijzen lestijden in een bepaald ambt minder groot is dan verwacht, kan de inrichtende macht een lid van haar personeel pas wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking stellen of hem zijn opdracht gedeeltelijk doen verliezen nadat ze de in §§ 1 en 2 bepaalde procedure in acht genomen heeft.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk verlies van opdracht

Art. 8. § 1. 1° Onder de vastbenoemde personeelsleden van het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs die een gelijkaardig ambt als hoofdambt uitoefenen, wordt degene ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht, die de kleinste dienstanciënniteit heeft in het geheel van de inrichtingen die op het gebied van dezelfde gemeente zijn ingericht.

2° Onder de vastbenoemde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs die een gelijkaardig ambt als hoofdambt uitoefenen, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of verliest gedeeltelijk zijn opdracht degene die de kleinste dienstanciënniteit heeft in de inrichting waar het verlies van betrekking gebeurt.

Voor de toepassing van 1° en 2° hierboven wordt de ambtsanciënniteit in aanmerking genomen in alle gevallen waar er gelijke dienstanciënniteit is.

In geval van gelijke dienstanciënniteit en gelijke ambtsanciënniteit wordt het jongste personeelslid ter beschikking gesteld.

§ 2. In afwijking van § 1 mag de inrichtende macht in de sub artikel 7 bedoelde gevallen in de loop van het schooljaar de opdracht gedeeltelijk reduceren, zonder inachtneming van dienstanciënniteit, ambtsanciënniteit of leeftijd, van de personeelsleden aan wie de lestijden waarvan de inrichtende macht moet afzien, hadden moeten worden toegewezen, behalve indien ze aan een ander vast aangeworven personeelslid dat hetzelfde ambt uitoefent en een kleinere dienstanciënniteit telt, lestijden had willen toevertrouwen voor een later in te richten opleiding. In dat laatste geval wordt het gedeeltelijk verlies van opdracht geheel of gedeeltelijk op dit laatste personeelslid afgewenteld.

§ 3. Als de benoemingsakten geen niveau of specifieke vakken vermelden, steunt men op de ambtsbevoegdheden van de personeelsleden op de laatste dag van het vorige schooljaar om te bepalen wie ter beschikking gesteld wordt.

§ 4. Het personeelslid wordt ter beschikking gesteld als volgt :

1° hij die de kleinste dienstanciënniteit heeft in het ambt of vak waar uren verloren gaan;

2° als het betrokken personeelslid vast geworven is in verschillende ambten of vakken en ze uitoefent of uitgeoefend heeft gedurende ten minste 6 maanden zonder onderbreking in de vijf voorgaande jaren of als hij voor een ander ambt of vak het vereiste studiebewijs bezit, dan moet hij in die ambten of vakken uren terugwinnen ten nadele van personeelsleden met minder dienstanciënniteit, mits die andere ambten of vakken :

— tot dezelfde categorie behoren;

— van dezelfde aard zijn;

— tot hetzelfde niveau behoren, voor het bestuurs- en onderwijzend personeel;

— een bezoldiging bezorgen die ten minste gelijk is aan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht verloren heeft.

Op dezelfde wijze wordt bepaald welk ander personeelslid ter beschikking moet gesteld worden.

§ 5. Het personeelslid aan wie, ten gevolge van de terbeschikkingstellingen, de inrichtende macht een vacante betrekking toewijst waarvoor hij nog niet vast geworven is, wordt onmiddellijk, ongeacht de datum, vast in dat ambt geworven.

Art. 9. § 1. De dienstanciënniteit bedoeld in artikel 8 omvat alle door de Franse Gemeenschap bezoldigde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

§ 2. De ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 8 omvat alle in het betrokken ambt versirekte en door de Franse Gemeenschap bezoldigde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

§ 3. De dienst- en ambtsanciënniteit wordt berekend vanaf 21 jaar voor het opvoedend hulppersoneel, 23 jaar voor het bestuurs- en onderwijzend personeel in het LSO en 25 jaar voor het bestuurs- en onderwijzend personeel in het HSO en het hoger onderwijs, op de wijze bepaald in artikel 85 a t/m f en in artikel 39 c van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die ervan afhangen, en van de leden van de inspectiedienst.

Afdeling 4. — Reaffectatie

Art. 10. § 1. De inrichtende macht die over een vacante betrekking beschikt, moet ze volgens onderstaande prioriteitsregels toewijzen :

1° aan elk personeelslid dat ter beschikking gesteld is of een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft in hetzelfde ambt;

2° aan elk personeelslid, door haar ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of dat een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft in hetzelfde ambt, in een inrichting die ze van een andere inrichtende macht overgenomen heeft, met inbegrip van de overneming door fusie van inrichtingen;

§ 2. Wanneer verschillende personeelsleden door de inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn in hetzelfde ambt, moet ze bij de toepassing van de in 1° en 2° bedoelde verplichtingen, met inachtneming van de bepaalde prioriteitsregeling, degene terug in dienst roepen die de grootste dienstanciënniteit heeft of, bij gelijke dienstanciënniteit, degene die de grootste ambtsanciënniteit heeft.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit heeft het oudste personeelslid voorrang.

Deze verplichting geldt alleen voor wervingsambten.

§ 3. Als de inrichtende machten over verschillende betrekkingen in één ambt beschikken, moeten ze prioritair de definitief vacante betrekkingen toewijzen of, als zulks niet mogelijk is, de voor de langste duur tijdelijk vacante betrekkingen.

§ 4. De verplichting sub § 3 geldt ook voor reaffectaties via de zonale reaffectatiecommissies en de centrale reaffectatiecommissie.

Afdeling 5. — Wedertewerkingstelling

Art. 11. § 1. Elke inrichtende macht die, na de reaffectatie bedoeld in artikel 10, nog een personeelslid ter beschikking heeft, moet hem weder tewerkingstellen in elke vacante betrekking van een ambt van dezelfde categorie waarvoor hij :

1° het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, of

2° vast geworven werd.

Bovendien moet hij dat ambt gedurende ten minste 6 maanden zonder onderbreking uitgeoefend hebben in de 5 schooljaren vóór zijn jongste terbeschikkingstelling.

De inrichtende macht moet de betrekkingen door wedertewerkingstelling toewijzen in onderstaande volgorde :

1° aan elk personeelslid dat ze ter beschikking gesteld heeft;

2° aan elk personeelslid, ter beschikking gesteld in een van een andere inrichtende macht overgenomen school, met inbegrip van de overneming door fusie van inrichtingen.

§ 2. De inrichtende macht die verschillende personen in hetzelfde ambt ter beschikking gesteld heeft, moet, voor de toepassing van § 1, 1° en 2°, volgens de gestelde prioriteitsregeling, degene die de grootste dienstanciënniteit heeft, en bij gelijke dienstanciënniteit die met de grootste ambtsanciënniteit terug in dienst roepen.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit krijgt het oudste personeelslid voorrang.

Die verplichting geldt enkel voor wervingsambten.

De wedertewerkingstelling kan er niet toe leiden dat een inrichtende macht moet toekennen of een personeelslid moet aanvaarden :

— een betrekking van een selectieambt of van een bevorderingsambt aan een wegens ontstentenis van betrekking in een wervingsambt ter beschikking gesteld personeelslid,

— een betrekking van een bevorderingsambt aan een wegens ontstentenis van betrekking in een selectieambt ter beschikking gesteld personeelslid;

— een betrekking van een ambt in het hoger onderwijs aan een wegens ontstentenis van betrekking in een ambt in het secundair onderwijs ter beschikking gesteld personeelslid.

Ze kan ook niet voor de inrichtende macht leiden tot de verplichting, een personeelslid een vacante betrekking toe te vertrouwen in het buitengewoon onderwijs of in het onderwijs met beperkt leerplan, in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan; het personeelslid is ook niet verplicht een vacante betrekking in die onderwijsniveaus te aanvaarden.

Ze sluit echter geen enkele mogelijkheid uit, mits beide partijen akkoord gaan.

Deze bepaling geldt voor alle in dit besluit bedoelde onderwijsniveaus.

Afdeling 6. — Verlenging van de reaffectaties en wedertewerkingstellingen

Art. 12. § 1. De reaffectaties en wedertewerkingstellingen in een schooljaar verricht door de inrichtende machten of op initiatief van de reaffectatiecommissies, worden voor het volgende schooljaar verlengd.

§ 2. De verlenging van de opdracht van het gereaffecteerd of wedertewerkinggesteld personeelslid wordt van ambtswege uitgebreid door de inrichtende macht wanneer een verlenging van de prestaties mogelijk is en tot beloop van het aantal lestijden waarvoor een terbeschikkingstelling geldt.

§ 3. Aan reaffectatie of wedertewerkingstelling komt een einde :

1° wanneer de aan het personeelslid toegewezen betrekking, of bij ontstentenis ervan elke andere betrekking van hetzelfde ambt niet meer in aanmerking komt voor subsidiëring;

2° als het personeelslid vast geworven is in een vacante betrekking door de inrichtende macht die hem ter beschikking gesteld had of bij een andere inrichtende macht;

3° als de inrichtende macht die hem via reaffectatie of wedertewerkingstelling opgenomen heeft :

— een beroep moet doen op elk personeelslid dat ze in datzelfde ambt ter beschikking stelde;

— een beroep moet doen op elk personeelslid dat in datzelfde ambt ter beschikking gesteld is in een van een andere inrichtende macht overgenomen school.

4° als de centrale reaffectatiecommissie, op verzoek van de inrichtende macht of van het personeelslid aan de reaffectatie of wedertewerkingstelling een einde maakt op de wijze en voorwaarden die de bevoegde Minister bepaalt.

5° als het gereaffecteerd of wedertewerkinggesteld personeelslid de voorwaarden vervult voor een nieuwe vaste werving in zijn nieuw ambt maar de mogelijkheid niet benut om gevolg te geven aan het aanbod tot vaste werving, uitgaande van de inrichtende macht waarbij hij gereaffecteerd of wedertewerkinggesteld is.

Het 1e lid geldt niet wanneer de betrokkene wedertewerkgesteld is in een ambt dat hem bij vaste werving een lagere bezoldiging zou verschaffen en zolang hij niet gereffecteerd kan worden;

6° als het personeelslid de verplichtingen gesteld bij de artikelen 14 en 21 van voormeld decreet van 1 februari 1993 niet aanvaardt of niet naleeft.

§ 4. Aan de verlenging van een reffectatie of wedertewerkingstelling kan ook een einde gemaakt worden in gemeen overleg of bij zware tekortkoming.

HOOFDSTUK III. — Voorlopige terugroeping in actieve dienst

Art. 13. § 1. Elk inrichtende macht, die een personeelslid niet kon reffecteren of wedertewerkingstellen, kan hem voorlopig in dienst terugroepen, volgens artikel 2, § 5 :

- in dezelfde inrichting;
- in de inrichtingen die ze op het gebied van dezelfde gemeente organiseert.

Art. 14. De ambten of vakken toegekend door voorlopige terugroeping in dienst openen niet van ambtswege het recht op een vaste werving in die andere ambten.

HOOFDSTUK III. — Toekenning van een wachtweddetoelage

Art. 15. § 1. De personeelsleden die wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld, genieten op hun verzoek een wachtweddetoelage onder dezelfde voorwaarden als in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs.

§ 2. De personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verliezen, bewaren, op hun verzoek en zonder duurbeperking, het voordeel van de weddetoelage, verbonden aan de prestaties die zij uitoefenden voordat zij hun opdracht gedeeltelijk verloren.

§ 3. Elk gereffecteerd of wedertewerkgesteld personeelslid krijgt opnieuw de weddetoelage voor actieve dienst die overeenstemt met de prestaties die hij genoot vóór zijn terbeschikkingstelling wegens totale ontstentenis van betrekking, zelfs in geval van reffectatie, wedertewerkingstelling of gedeeltelijke terugroeping in dienst.

§ 4. Elk personeelslid dat gereffecteerd, wedertewerkgesteld of voorlopig in dienst teruggeroepen wordt in een ambt dat hem een hogere bezoldiging verschaft dan die welke hij vroeger genoot, verkrijgt, naast de bovenvermelde weddetoelage, een toelage volgens de voorwaarden vastgesteld, naar gelang van het geval, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 11 september 1990, genomen ter uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 12 juli 1990, of door het koninklijk besluit d.d. 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

§ 5. De tijd gedurende welke een personeelslid gereffecteerd, wedertewerkgesteld of voorlopig in dienst teruggeroepen is in het gesubsidieerd of in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs schorst de terbeschikkingstellingstijd voor de berekening van de in § 1 bedoelde wachtweddetoelage, zelfs in geval van gedeeltelijke reffectatie, van gedeeltelijke wedertewerkingstelling of voorlopige terugroeping in dienst.

De zomervakantie is begrepen in de in lid 1 vermelde periode voor de in een gesubsidieerd ambt met onbepaalde duur gereffecteerde, wedertewerkinggestelde of voorlopig in dienst teruggeroepen personeelsleden.

HOOFDSTUK V. — Betrekkingen onttrokken aan reffectatie en wedertewerkingstelling

Art. 16. § 1. Geen enkele betrekking waarvan sprake in § 2 mag onttrokken worden aan de reffectatie en wedertewerkingstelling waarvoor de inrichtende macht moet zorgen.

§ 2. Moeten niet aan de door haar in hoofdstuk VII bedoelde reffectatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die :

— op het einde van het voorgaande schooljaar 720 dienstdagen telde in het gesubsidieerd vrij onderwijs, van dezelfde aard en gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 47, § 1, 2°, en §§ 2 en 3 van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

— minstens 240 dagen op de vereiste 720 dagen moeten volbracht zijn in een ambt van de betrokken categorie;

— bovendien moeten minstens 240 dagen op de vereiste 720 dagen bij de inrichtende macht gepresteerd zijn.

Deze 240 dagen moeten over minstens twee schooljaren gespreid zijn.

HOOFDSTUK VI. — Rechten en verplichtingen van het ter beschikking gestelde personeel

Art. 17. § 1. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking of zijn opdracht gedeeltelijk verloor, is ertoe gehouden een reffectatie te aanvaarden ten belope van het aantal verloren lestijden, ongeacht het aantal inrichtingen waar hij zijn prestaties moet vervullen, indien de betrekking hem wordt aangeboden :

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld of verklaarde dat hij zijn opdracht gedeeltelijk verloor had;

2° door de inrichtende macht die de inrichting heeft overgenomen waar dit personeelslid ter beschikking werd gesteld of waar hij zijn opdracht gedeeltelijk verloor;

Dit personeelslid mag echter een betrekkingaanbod in een inrichting gelegen in een andere gemeente dan die waarin hij ter beschikking werd gesteld, van de hand wijzen wanneer dit aanbod gebeurt op meer dan 25 km afstand van de woonplaats van het personeelslid en voor hem een verplaatsingsduur van meer dan 4 uur per dag tot gevolg zou hebben, wanneer deze verplaatsing gebeurt met het gemeenschappelijk vervoer.

Later mag hij echter geen aanspraak maken op die betrekking.

§ 2. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld, reeds gereffecteerd werd onder de hierboven gepreciseerde omstandigheden of nog moet worden gereffecteerd en zijn ambt uitoefent in minstens drie inrichtingen of vestigingen en een geheel van prestaties uitoefent gelijk aan minstens 75 % van het aantal vereiste lestijden voor een ambt met volledige prestaties, mag elke bijkomende opdracht van de hand wijzen die hem als reffectatie wordt aangeboden :

1° door een andere inrichtende macht dan die vermeld in § 1, alsmede door de zonale reffectatiecommissies of de centrale reffectatiecommissie;

2° die niet gelegen is op het grondgebied van dezelfde gemeente.

§ 3. De in § 1 en in § 2 vermelde bepalingen gelden ook voor de wedertewerkstelling, met dien verstande dat deze pas bij gebrek aan reaffectatie gebeurt.

§ 4. Elke persoon, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een gedeelte van zijn opdracht heeft verloren, moet zijn aanvaarding of gemotiveerde weigering per aangetekende brief meedelen aan de inrichtende macht en de bevoegde reaffectatiecommissie, binnen 10 kalenderdagen na de mededeling van zijn reaffectatie of voorlopige terugroeping.

In geval van weigering die door de commissie ongegrond wordt geacht, wordt bedoelde persoon uit zijn ambt ontzet overeenkomstig artikel 71, 6° van bovenvermeld decreet d.d. 1 februari 1993, na uitputting van het eventueel beroep, bedoeld in artikel 18, 4°.

De beslissing van voormelde commissie wordt per aangetekende brief aan de betrokkene bekendgemaakt.

Het indienen van beroep ontslaat het personeelslid niet van de verplichting zijn ambt weer op te nemen.

§ 5. Elke persoon die wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht ter beschikking werd gesteld en die niet kon gereffecteerd of wedertewerkgesteld of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden, moet ter beschikking staan van de inrichtende macht die hem ter beschikking gesteld heeft of hem een deel van zijn opdracht deed verliezen, ter belope van het aantal lestijden dat overeenstemt met de prestaties die hij uitvoerende vóór zijn terbeschikkingstelling of vóór het gedeeltelijk verlies van opdracht, om door de Minister vastgestelde of goedgekeurde taken uit te voeren. Het uitvoeren van bovenvermelde taken mag echter niet leiden tot het handhaven van de betrekking in het opgeheven ambt.

Wanneer de wachtweddetoelage van het wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid beperkt is tot een bepaald percentage, wordt het aantal prestatielestijden in dezelfde mate verminderd.

§ 5. Een personeelslid dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht, mag, op eigen verzoek, tijdelijk zijn recht schorsen op de wachtweddetoelage die overeenkomt met de prestaties die het voorwerp zijn van zijn terbeschikkingstelling of gedeeltelijk verlies van opdracht. Die schorsing, die volledig of gedeeltelijk kan zijn, wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de inrichtende macht en door haar toedoen aan het bevoegde bestuur overgezonden bij het mededelen van de terbeschikkingstellingen.

Tijdens die opschorting is hij onttrokken aan verplichtingen qua reaffectatie of wedertewerkstelling, behalve als de inrichtende macht die hem ter beschikking stelde of de inrichting overnam waar hij ter beschikking gesteld werd, over een definitief vacante betrekking in hetzelfde ambt beschikt.

In dat geval is de inrichtende macht ertoe gehouden voormeld personeelslid die betrekking toe te wijzen. Indien de inrichtende macht de inrichting heeft overgenomen waar dit personeelslid ter beschikking werd gesteld, is ze verplicht hem die betrekking met het oog op zijn reaffectatie aan te bieden.

Deze opschorting slaat op de duur van het schooljaar of op de periode van dat schooljaar die nog moet gedekt worden wanneer de terbeschikkingstelling in de loop van het schooljaar wordt aanvaard.

Ze mag bij het begin van een later schooljaar worden vernieuwd en zonedig gewijzigd wat de omvang van de prestaties betreft, volgens de hierboven vermelde voorwaarden.

§ 7. Elk wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid mag worden gereffecteerd, wedertewerkgesteld of voorlopig terug in dienst geroepen worden door zijn inrichtende macht, ongeacht de duur van deze terugroeping. Gedurende die periode is hij van rechtswege in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 8. 1° Indien een betrekking tijdelijk vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bekleedt, mag hij deze betrekking blijven bekleeden.

2° Indien een betrekking definitief vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar bij een andere inrichtende macht bekleedt, moet hij deze nieuwe betrekking aanvaarden.

Hij mag echter zijn ambt pas na afloop van het schooljaar waarnemen, behoudens instemming van beide inrichtende machten om deze persoon onmiddellijk te reffecteren.

HOOFDSTUK VII. — Reaffectatieorganen

Art. 18. § 1. De centrale reaffectatiecommissie, in het leven geroepen bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reaffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs van het korte type en artistiek onderwijs, wordt gelast :

1° de reaffectaties van de ter beschikking gestelde personeelsleden uit te voeren door enerzijds aanstellingen van ambtswege uit te voeren in alle onderwijsniveaus en door anderzijds de door de in artikel 19 vermelde zonecommissies voor reaffectatie uitgevoerde aanstellingen te bekrachtigen;

2° de ter beschikking gestelde personeelsleden weder tewerk te stellen volgens de hierboven vermelde procedure, in afwachting van een mogelijke reaffectatie;

3° over de aanvragen om niet-verlenging van de in artikel 11, § 4, 2e lid, 2e en 3e streepje bedoelde reaffectaties en wedertewerkstellingen te oordelen;

4° namens de Minister te oordelen over de door de inrichtende machten of door de personeelsleden ingediende beroepen of over de bijzondere toestanden die in verband staan met de toepassing van dit besluit;

5° een volgens de in de artikelen 10 en 11 vermelde regels ter beschikking gesteld personeelslid voorlopig in dienstactiviteit terug te roepen in een ambt van de categorie opvoedend hulp personeel.

Art. 19. § 1. De zonale reaffectatiecommissies, in het leven geroepen bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reaffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, hoger onderwijs en artistiek onderwijs, worden gelast de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden en de personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verloren, te reffecteren en weder tewerk te stellen door aanstellingen van ambtswege uit te voeren en door de door de inrichtende machten uitgevoerde reaffectaties en wedertewerkstellingen te bekrachtigen.

§ 2. Ze behandelen eveneens de beroepen die tegen de aanstellingen van ambtswege ingediend werden en die aan de in artikel 17, § 1, lid 2 vermelde voorwaarden beantwoorden.

Ze mogen in geen geval bedenkingen van opvoedkundige aard uitbrengen.

Op hun vraag verkrijgen ze de administratieve documenten die ze nodig hebben om met kennis van zaken zitting te hebben en inz. het bestaan van vacante betrekkingen na te gaan.

HOOFDSTUK VII. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 20. § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid dat ze zou werven of in dienst zou houden in strijd met de bepalingen van dit besluit.

§ 2. De weddetoelage van elke aangeworven of in dienst gehouden persoon in een betrekking in de vacatuur waarvan de bevoegde reëctatiecommissie verzocht werd te voorzien, overeenkomstig artikel 6, 2° en 3°, wordt, uiterlijk tien dagen na aanvaarding van de aangeboden betrekking door de door bovenvermelde commissie aangestelde kandidaat, niet meer toegekend.

Art. 21. Het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1976 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs wordt opgeheven inzake het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 22. De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, bevoegd voor Sociale Promotie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995, met uitzondering van artikel 19 dat op 1 september 1996 in werking zal treden.

Brussel, 12 september 1995.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, bevoegd voor Sociale Promotie,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 3102

[C - 27616]

16 OCTOBRE 1995. — Arrêté ministériel portant modification de l'arrêté ministériel du 14 août 1985 portant ratification des statuts de la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté ministériel du 30 novembre 1993

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé.

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 1er, modifié par le décret du 7 juillet 1994;

Vu la décision de l'assemblée générale de la Société régionale wallonne du Logement, en date du 10 juillet 1995;

Vu la délibération du Gouvernement wallon, en date du 14 septembre 1995,

Arrête :

Article unique. Les modifications aux articles 1er, 2, 8, 12, 13, 20, 21, 23, 24, 26, 30, 31, 32, 33, 36, 40, 43, des statuts de la Société régionale wallonne du Logement ratifiés par l'arrêté ministériel du 14 août 1985, modifié par l'arrêté ministériel du 30 novembre 1993, sont approuvées, telles qu'elles sont reproduites en annexe.

Namur, le 16 octobre 1995.

W. TAMINIAUX

ANNEXE

1. A l'article 1er des statuts :

Remplacement du dernier alinéa par le texte suivant : "Son siège est établi à Charleroi, rue de l'Ecluse, 21".

2. A l'article 13 des statuts :

Au § 1er, alinéa 1er, 3e tiret, in fine, suppression des mots : "et dans l'arrondissement administratif de Nivelles".

Au § 1er, après le 3e tiret, ajout de l'alinéa suivant : " - A titre transitoire, durant la période comprise entre l'entrée en vigueur du décret du 7 juillet 1994 modifiant et complétant le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement et le renouvellement ordinaire du Conseil d'administration qui suivra cette entrée en vigueur, celui-ci compte deux administrateurs supplémentaires; ceux-ci sont nommés par le Conseil régional wallon sur une liste double de candidats qui lui est présentée par le Gouvernement; ils sont révoqués par ce Conseil".

Au § 2, suppression du dernier alinéa dont le texte est : "Toutefois, pour la première fois et par tirage au sort, six administrateurs seront nommés pour un terme de deux ans et six administrateurs pour un terme de quatre ans".

3. Article 21 des statuts :

Au 16e alinéa, suppression des mots : "et autorise la mainlevée pure et simple de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements sans devoir justifier de l'extinction des créances de la société ou d'aucun paiement".

4. Article 24 des statuts :

Au 7e alinéa, ajout après les mots : "il donne la mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires lorsque l'acte constate la libération du débiteur", des mots : "et, moyennant autorisation préalable du Conseil d'administration, il donne la mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires lorsque l'acte ne constate pas la libération du débiteur, des transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements sans devoir justifier de l'extinction des créances de la société ou d'aucun paiement. Sous sa responsabilité, il peut déléguer ces pouvoirs à des agents de la société, revêtus du grade de directeur ou d'un grade plus élevé".